

Éé

école émancipée

L'école émancipée est une tendance syndicale engagée dans la FSU. Elle porte un syndicalisme de masse, de lutte, unitaire, pluraliste et démocratique. Elle édite une revue syndicale et pédagogique.



Oui. Macron est le président des riches. Il s'emploie à le démontrer depuis sa prise de fonction. Chacun des choix qu'il opère a pour but de satisfaire l'entreprise mortifère de captation des richesses par ceux qui ont déjà le plus. Et ce contre les peuples. Contre le salariat. Contre les solidarités.

La guerre qu'il mène utilise trois leviers :

- diminuer la participation des plus riches aux systèmes de solidarités et de redistribution,
- réduire la sphère des services publics au profit du privé, ce qui conduit à une impossibilité de définir démocratiquement des choix à même d'agir face aux enjeux sociaux et écologiques
- diminuer la rémunération du salariat tout en intensifiant le travail.

Oui. Macron est bien le président des riches. Et nous n'avons pas d'autres choix que de lui faire obstacle, parce que la société qu'il entend continuer de dessiner n'est humainement, socialement et écologiquement pas supportable. Cela fait maintenant beaucoup trop d'années que les riches vivent au-dessus de nos moyens. Il nous faut les arrêter.

Cela ne se fera pas en un jour. Nous en sommes persuadé-es. Il nous faut collectivement nous convaincre à nouveau que tous et toutes ensemble, nous avons la force d'imposer d'autres choix, égalitaires et solidaires. Il nous faut nous souvenir que sans nous, les plus riches ne sont rien. Il nous faut nous rappeler qu'ils ne sont pas légitimes à nous voler tout ce qu'ils nous prennent.

Alors, le 9 octobre, et après, engageons la riposte à Macron !

**suppressions
de postes**

**cadeaux
fiscaux aux
plus riches**

**politique
austéritaire**

**école
inégalitaire**

**baisse des salaires,
des pensions et des
aides sociales**

**politique
écologique
irresponsable**
**attaques contre
les solidarités**

Face à Macron président des riches



9 OCT

Grèves et manifestations

à l'appel de la CGT, FO, Solidaires,
la FSU, l'UNL et l'Unef

Budget 2019

Avec les projets de loi de finances de l'Etat et de la Sécurité Sociale pour l'année 2019, Macron poursuit son oeuvre de démantèlement des solidarités, des services publics, entamée l'année passée, au profit des plus riches.

L'année passée

Suppression de l'ISF remplacé par un impôt sur la fortune immobilière qui exclut le patrimoine financier de l'imposition, instauration du prélèvement forfaitaire unique au détriment d'une imposition progressive des revenus du capital, nouveaux cadeaux fiscaux aux entreprises...

les 10 % les plus riches ont capté 46 % des gains des mesures fiscales annoncées.

Leurs revenus ont augmenté de plus de 1 000€, quand celui des 10% les plus pauvres a baissé de plus de 300€ lorsqu'on tient compte des baisses de prestations sociales.

Et les fonctionnaires ont dû subir le retour du jour de carence et le gel du point d'indice.

Cette année

18,8 milliards d'€ supplémentaires offerts aux entreprises, soit près d'un point de PIB...

Suppression des cotisations sociales sur les heures supplémentaires

4,1 milliards d'€ d'exonération de cotisations sociales

2283 postes supprimés dans l'action et les comptes publics

1813 suppressions dans l'Education Nationale

1618 suppressions au ministère du Travail

1078 postes supprimés au ministère de l'écologie

Baisse des pensions, et des allocations familiales

Hôpitaux sous pression

Dans l'éducation

2650 postes vont être supprimés dans le second degré, 400 postes dans les administrations. Dans le premier degré, les 1800 créations ne compenseront pas les 4000 postes nécessaires pour le dédoublement des CE1 en REP, ce qui dégradera les conditions de travail des élèves et des enseignants dans les autres niveaux. Le plan de suppression des contrats aidés se poursuit, remplacés par des services civiques.

A cela s'ajoute l'entêtement d'un Jean-Michel Blanquer à bégayer les politiques menées depuis près de 20 ans qui ont conduit à l'augmentation des inégalités scolaires, du poids des déterminismes sociaux dans ces inégalités et à la dégradation des conditions de travail des enseignant-es.

Imposition des évaluations nationales standardisées en CP, CE1, 6ème et 2nde, individualisation des parcours et des apprentissages, resserrement sur les fondamentaux, externalisation et médicalisation du traitement de la difficulté scolaire, renforcement des dispositifs de territorialisation du système éducatif, logique d'autonomie de gestion et de pilotage par l'évaluation des établissements, réduction du pouvoir d'agir des enseignants. Tels sont les fondamentaux d'un gouvernement qui s'affranchit du respect du bien commun pour promouvoir une école du tri social dont la mise en place d'une sélection à l'entrée à l'université constitue le point d'orgue.

Nous en appelons à la résistance face à l'école que veut Blanquer. Résistance en refusant la passation d'évaluations nationales qui veulent mettre au pas les enseignants et assigner les élèves des classes populaires à un devenir scolaire socialement déterminé. Résistance face à parcourusup ou face à toutes les injonctions qui nous feraient tourner le dos à l'exigence d'une école démocratique et émancipatrice, où les savoirs sont pour toutes et tous, les apprentissages collectifs, la professionnalité enseignante renforcée, les moyens suffisants, et où la sélection n'a pas sa place.

C'est pourquoi, pour défendre un service public d'éducation de qualité pour toutes et tous, nous appelons à la réussite du 9 octobre. C'est pourquoi nous considérons le 12 novembre comme une deuxième étape de mobilisation contre l'école que veut Blanquer.

Il faut défaire Macron. Il faut défaire Blanquer.

Nous en appelons donc aujourd'hui au lancement d'une campagne d'ampleur, alliant syndicalistes, enseignant-es, parents d'élèves, élèves et étudiant-es, chercheur-es, mouvements pédagogiques pour porter, face à l'école du tri social qu'entend nous imposer Blanquer, un service public d'éducation émancipateur et démocratique, respectant ses agent-es et permettant la réussite de tous les élèves, en particulier celles et ceux issu-es des classes populaires.



Toutes et tous en grève le 9 octobre et le 12 novembre pour des services publics de qualité contre l'école des inégalités